



**2012 TOKYO
ANNUAL MEETINGS**

**INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP**

Déclarations des Gouverneurs n° 12 (F), Rev.

12 octobre 2012

Déclaration de M. **PATRICE KITEBI KIBOL MVUL**,
Gouverneur de la Banque pour **LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**,
au nom des gouverneurs Africains

Assemblées annuelles
Tokyo, Japon, 12 octobre 2012

NOUS SOMMES UNE NOUVELLE AFRIQUE

**Déclaration des Gouverneurs africains
De la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International
Par
Le Président du Caucus Africain
Son Excellence Monsieur PATRICE KITEBI
Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé des Finances
de la République Démocratique du Congo**

Monsieur le Président du Comité du Développement
Distingués participants

Dans sa Déclaration l'année dernière, l'Afrique avait dit qu'elle **résiste**, bien qu'exposée et vulnérable; qu'elle **avance** bien qu'à différentes vitesses; et qu'elle **se transforme** à des degrés variés. Nous sommes une nouvelle Afrique!

L'Afrique est aujourd'hui l'un des premiers continents à afficher des perspectives de croissance solides comparées au niveau d'avant la crise. Le taux de scolarisation progresse. Les conditions sociales s'améliorent. La mortalité maternelle diminue. Celle des enfants de moins de cinq ans recule. La lutte contre le VIH/sida et le paludisme s'intensifie. La protection sociale s'améliore. Des progrès sont réalisés en matière de technologies. L'égalité et la parité des genres évoluent. L'intégration régionale avance. L'Afrique est de plus en plus reconnue comme une destination de choix pour les investissements directs étrangers, publics et privés. Néanmoins, ces évolutions positives exposent du même coup d'énormes défis.

Pour beaucoup de pays africains, réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015 représente un défi qu'il est possible de relever. Mais cela est étroitement lié à la réalisation de l'Objectif 8 qui est le «partenariat mondial pour le développement». La crise économique actuelle, à laquelle une grande partie du monde développé est confrontée, ne doit pas ralentir ou inverser les progrès qui ont été accomplis. Consolidons les succès réalisés jusqu'à présent, et ne faiblissons pas avant d'avoir réalisé tous les objectifs.

Elever le défi de l'emploi n'a jamais été aussi plus pressant qu'aujourd'hui. Les gouvernements d'Afrique réclament invariablement des solutions pratiques pour faire face à ce fléau grandissant qu'est le chômage, particulièrement chez les femmes et les jeunes. Par conséquent, nous exhortons nos partenaires au développement à soutenir l'Afrique dans la recherche de voies et moyens pratiques et adaptés pour stimuler l'esprit d'entreprise et créer des emplois productifs et rémunérateurs.

Pour ce faire, il nous faut sortir de sentiers battus et reconnecter l'éducation au travail en alignant nos politiques éducatives aux besoins de main-d'œuvre et notre système d'enseignement à la carrière. En plus de la refonte du système éducatif, nous avons besoin de créer une stratégie

d'emploi pour la jeunesse afin de canaliser l'énergie et la créativité dont elle fait preuve en tant que pilier de relance de l'économie du continent.

Aussi, si l'on veut vraiment que les Africains puissent accéder à des soins de santé améliorés, il est urgent d'investir dans le développement de systèmes de santé efficaces, dans des technologies et des médicaments susceptibles de sauver des vies, mais aussi dans les infrastructures, la logistique, des politiques sanitaires adaptées dont l'absence ou l'insuffisance empêchent les plus démunis de bénéficier de ressources vitales.

De plus, alors que l'Afrique concentre 68 % de nouveaux cas de personnes atteintes du VIH/SIDA et la moitié de tous les décès provoqués par le SIDA dans le monde, les budgets de prévention et de traitement des pays et des donateurs ne suivent pas, restent peu prévisibles et insuffisants. L'aide internationale a reculé de 7,6 à 6,9 milliards de dollars américains entre 2009 et 2010. Aussi, sans financements adéquats pour une prévention efficace et un traitement disponible au prix abordable, le nombre d'individus ayant besoin d'un traitement en Afrique atteindra des proportions insoutenables.

L'Afrique a besoin d'une quantité grandissante d'énergie pour soutenir sa croissance économique, accroître le niveau de vie et réduire la pauvreté de ses populations. Nous sommes convaincus que cette transformation passe aussi par le développement et la réalisation des projets régionaux prioritaires de production et de distribution d'énergie, porteurs de solutions moins coûteuses et respectueuses de l'environnement. Ces projets sont bien connus, leurs coûts estimés, leurs retombées économiques documentées, mais leur développement et réalisation très lents. Par conséquent, nous restons persuadés que la création d'un Fonds Unique de Préparation des Projets Energétiques est indispensable afin de s'assurer de la disponibilité de fonds suffisants pour entreprendre la préparation de ces projets et faire avancer leur réalisation.

Par ailleurs, pour beaucoup de pays en Afrique, l'infrastructure est une priorité des priorités. Une étude diagnostique récente sur l'Afrique subsaharienne évalue le besoin annuel à 90 milliards de dollars américains (soit 15 % du PIB) pour satisfaire la demande de services d'infrastructure. En revanche, le financement des infrastructures piétine dans un schéma où, dans bon nombre de cas, le secteur public dispose de ressources budgétaires et de capacités limitées; et le secteur privé se réserve à s'engager dans certains secteurs ou dans certains pays. Il nous faut des réponses nationales, régionale et internationale solides et durables aux besoins d'infrastructures pour durablement transformer l'Afrique.

Toujours dans cet élan de transformation, Il est particulièrement important de réaliser une intégration régionale efficace, source bien nécessaire de diversification des marchés et des produits, moteur de compétitivité et de création d'emplois, et facteur d'industrialisation et de résilience aux chocs extérieurs. La fragmentation des régions africaines et de leurs marchés ne nuit pas seulement à l'efficacité. Elle nuit aussi à l'équité.

De plus, l'Afrique présente des nombreux atouts essentiels à l'industrie. Cependant, en dépit d'accords commerciaux favorables, la part de l'Afrique sur le marché mondial en matière d'industrie est faible et en baisse. Nous estimons que l'industrie en général, et manufacturière en particulier, y compris l'agro-industrie, peut être le moteur d'une transformation structurelle de l'Afrique dans la mesure où elle offre une solution attrayante pour optimiser l'utilisation de

ressources naturelles abondantes en vue de créer assez rapidement des emplois plus rémunérateurs.

Enfin, il y a l'agriculture, principale source de revenus et un des principaux moteurs de l'économie de la plupart des pays africains. Mais, la productivité agricole en Afrique est trop faible pour stimuler la croissance, créer des emplois, réduire la famine et, partant, la pauvreté sur notre continent. Nous avons besoin de plus d'investissements et de savoir pour développer des nouvelles entreprises agricoles, des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'irrigation, des centres de recherche agricole régionaux et des grands projets régionaux à haut potentiel de transformation.

Sinon, alors l'insécurité alimentaire persistera, comme c'est le cas pour la corne de l'Afrique et la région du Sahel d'Afrique de l'Ouest où plus de 17 millions de personnes sont menacées de famine et les pays connaissent une situation de stress et d'insécurité alimentaires causée par une conjugaison de facteurs comme la sécheresse, la pénurie de denrées alimentaires, les prix élevés des céréales, les atteintes à l'environnement et la présence d'un grand nombre de réfugiés internes. Ces mouvements de populations déplacées, dans certains cas, à la suite de conflits exercent des pressions sur les marchés alimentaires et aggravent une situation déjà tendue, avec des conséquences durables pour la sécurité alimentaire dans la région. Il nous faut donc faire de la prévention des conflits et de la reconstruction des piliers de la réduction de la pauvreté en Afrique.

Mais la famine dans la corne de l'Afrique et la sécheresse dans le Sahel sont aussi des cruels rappels que l'Afrique, le continent qui contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre, est susceptible d'être le plus mal par les changements climatiques. Les estimations montrent que le continent africain est confronté à une perte annuelle de 1-2 % du PIB en raison de la variabilité du climat. Entretemps, en dépit de nombreuses initiatives de lutte contre le changement climatique, l'action pour la réduction des émissions, la limitation de la hausse des températures mondiales et le renforcement de la résilience aux chocs climatiques reste de plus en plus étroite. Par conséquent, nous exhortons la communauté internationale à s'engager dans un effort inédit de coopération pour une solution mondiale adaptée aux besoins spécifiques de nos pays.

Dans ce contexte, la gestion du risque des catastrophes revêt toute son importance. Si l'on ne tient pas compte de coûts de l'adaptation au changement climatique, alors l'essor de la croissance démographique dans les villes, conjuguée à un développement économique rapide, devrait multiplier l'ampleur des dégâts provoqués par les catastrophes majeures. Par conséquent, pour sauver les vies et réduire les coûts, l'Afrique a plus que jamais besoin de technologies novatrices de l'information et de la communication pour alerter et préparer les citoyens contre les catastrophes naturelles.

Elle a aussi besoin de disposer de filets de protection sociale abordables et durables. A cet égard, nous demandons à nos partenaires au développement d'examiner leurs instruments actuels de réponse en temps de crise pour trouver les voies et moyens de mieux accompagner et soutenir les pays touchés et les plus vulnérables. Nous les exhortons également à adopter une approche systémique de la protection sociale et de la gestion des risques en mettant au point un mécanisme permanent de réponse aux crises et des programmes de protection sociale audacieux, et en

renforçant les systèmes nationaux afin de permettre aux pays d'être mieux préparés à affronter les crises futures.

Nous ne saurions terminer cette déclaration sans lancer un appel pressant à toutes les parties concernées d'accélérer l'accès aux initiatives PPTE et IADM, ainsi que leur mise en œuvre, pour le reste de pays africains qui y sont éligibles; et d'explorer toutes les options d'allègement de la dette pour les pays non-PPTE en situation de détresse de la dette. Nous demandons que soit revue la politique qui permet de déduire des allocations IDA des pays post-PPTE les financements exceptionnels qui leur ont été octroyés dans le cadre de cette initiative et d'ouvrir à nos pays à faible revenu l'accès aux ressources de la BIRD. Enfin, nous lançons un appel particulier à nos partenaires au développement pour davantage nous accompagner dans la recherche de solutions plus flexibles, plus complètes et mieux adaptées aux besoins de chaque catégorie de nos pays.

Pour conclure, nous comptons sur la générosité historique de tous pour concrétiser les promesses de contributions à la 16ième, et préparer la 17ième, reconstitutions des ressources de l'IDA.

Je vous remercie.